



COMMUNIQUE DE PRESSE

CGT Éduc'action 83, bourse du travail, avenue de l'Amiral, 83000 Toulon

Mel : cgt-education83@orange.fr

Site : www.cgt-education-var.fr

Contact Presse : Bernard Conte - 06 56 95 68 28

A Fréjus comme ailleurs l'Ecole de la République doit pouvoir fonctionner dans la sérénité et sans pression extérieure ou tentative d'instrumentalisation !

Aujourd'hui, plusieurs éléments font peser des inquiétudes sérieuses sur la possibilité faite aux Ecoles de Fréjus et à leurs enseignants en particulier les directeurs d'écoles d'exercer leur mission d'éducation en toute sérénité et en conformité avec les valeurs qui définissent leur mission.

Nous souhaitons rappeler par cette déclaration, que « Les programmes scolaires comportent, à tous les stades de la scolarité, des enseignements destinés à faire connaître la diversité et la richesse des cultures représentées en France. L'école, notamment grâce à un enseignement moral et civique, fait acquérir aux élèves le respect de la personne, de ses origines et de ses différences, de l'égalité entre les femmes et les hommes ainsi que de la laïcité. » (Code de l'Éducation, art. L311-4)

Principe de laïcité qui implique que le service public d'éducation puisse s'exercer dans l'indépendance de toute emprise politique, économique, religieuse ou idéologique.

Ainsi, après de multiples incidents depuis la rentrée de Septembre (dénigrement et attaques contre l'Éducation Nationale, conseils d'écoles houleux, demandes de justification systématique auprès des directeurs d'écoles...), ce sont les récentes prises de position de l'adjointe Front National chargée des affaires scolaires à la ville de Fréjus concernant le dispositif ELCO (enseignements de langue et de culture d'origine) qui vont à l'encontre de ce principe.

Rappelons que dans le premier degré les cours relatifs à ce dispositif existent depuis les années 70 et sont dispensés à partir du CE1.

Ces cours sont optionnels et pour la plupart organisés après la classe, le mercredi et à titre exceptionnel, le samedi, à raison d' 1h 30 à 3 h par semaine. Ils ont vocation à s'inscrire dans la carte Académique des langues et sont ouverts à tous sur la base du

volontariat des élèves et de leur famille. Les enseignants qui dispensent ces cours sont des contractuels recrutés par les consulats. Les études montrent que la maîtrise des LCO favorise la réussite scolaire et permet de soutenir le bilinguisme.

La CGT Educ'Action est très attachée au caractère national de l'Ecole Publique, elle le montre d'ailleurs en s'opposant à la réforme dite des rythmes scolaires qui contribue à engager notre Ecole vers la voie de la territorialisation.

Donc la CGT Educ'Action n'accepte pas qu'une municipalité s'immisce dans l'organisation et le fonctionnement de l'Education Nationale pour créer de toute pièce des polémiques qui n'ont pas lieu d'être.

La CGT Educ'Action demande que les autorités administratives de l'Education Nationale et en particulier l'Inspection Académique du Var interviennent pour faire cesser de tels agissements et pour protéger les missions confiées aux enseignants ainsi que les enseignants eux-mêmes et leurs conditions de travail.

Egalité de tous devant le droit à l'Education ; Construction d'un vivre ensemble respectueux de chacun, de son identité, de ses différences ; voilà l'ambition que se donne l'Ecole de la République.

Ambition et principes dont nous ne saurions tolérer qu'ils soient remis en cause ou l'objet d'une quelconque instrumentalisation extérieure à l'Ecole.

Toulon le 24/02/2015